

Analyse rétrospective et prospective de la situation économique en Algérie : quel impact de la crise sanitaire actuelle provoquée par le Coronavirus ?

Nabil BELOUTI ⁽¹⁾

Introduction

L'épidémie de coronavirus apparu en Chine en novembre 2019 est impressionnante par son ampleur et la rapidité de sa diffusion. Pourtant, elle est loin d'être une catastrophe sanitaire comparable à certaines pandémies du passé, de par sa relativement faible létalité¹. Mais c'est la première qui aura entraîné le confinement de la moitié de l'humanité, soit plus de 3 milliards d'hommes (Sardon, 2020).

L'anxiété que provoque l'épidémie liée au coronavirus est peut-être excessive. Pourtant, elle s'explique, entre autres, parce que cette maladie fait resurgir le souvenir de peurs ancestrales issues de la confrontation difficile de l'homme avec d'autres pandémies.

La mémoire collective du Vieux Continent ainsi que celle du monde entier sont, en effet restées marquées par le souvenir de la calamité qu'a représenté la peste noire du XIV^e siècle, qui fit disparaître en un an, entre 1348 et 1349, un bon tiers, voire la moitié de la population européenne².

L'histoire de l'homme est ainsi jalonnée de maladies épidémiques. En plus de la peste et du choléra, s'ajoutent la variole, le typhus, la fièvre jaune, la grippe espagnole de 1918 et plus près de nous, le virus Zika, la fièvre Ebola, le SRAS, sans oublier le VIH³/SIDA⁴ et maintenant le

⁽¹⁾ Maître de conférences A, Université Oran 2, Mohamed Ben Ahmed, 31000, Oran, Algérie.

¹ La létalité ou taux de létalité est le nombre de décès liés à une maladie ou à une affection particulière rapporté au nombre total de cas atteints par la maladie.

² La variabilité des estimations du nombre de victimes des diverses épidémies évoquées ici montre qu'elles sont avant tout des ordres de grandeur.

³ VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine, causant le SIDA. Le VIH, qui conduit au SIDA, se transmet par voie sanguine, sexuelle ou maternelle. Mais une personne séropositive n'est pas forcément malade du SIDA. Le VIH met en général plusieurs années avant de détruire les cellules du système immunitaire, chargé de défendre contre les infections. Le seul moyen de savoir si une personne est séropositive au VIH est de faire un test de dépistage.

Coronavirus (Sars-CoV-2). Ce dernier perçu en tant qu'une crise sanitaire a eu des répercussions économiques et sociales considérables. Parmi ses impacts le confinement de plusieurs milliards d'individus chez eux, aucun économiste n'aurait pu l'imaginer. Ses conséquences iront donc bien au-delà de ce que l'on a pu connaître lors des crises antérieures. Cette imprévisible crise sanitaire causée par le Coronavirus, pose, à plusieurs niveaux, des questions fondamentales. Elle questionne la forme actuelle de la mondialisation, et l'idéologie néo-libérale qui l'a jusqu'ici accompagnée (Borrell, 2020). Elle interroge la gouvernance mondiale, dépassée par les agissements nationaux, et les tentations de fermeture. Elle appelle à la mobilisation des instruments de l'État, et d'une solidarité qui sollicite, en particulier la confiance des peuples.

Par ailleurs, la crise actuelle s'est montrée aussi en tant qu'un catalyseur de la recherche scientifique portant sur l'impact de la santé sur la croissance et la stabilité économique. La communauté des chercheurs, celle du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC/Oran Algérie) en fait partie, s'est bousculée afin de, d'une part, tirer au clair les enjeux et les risques encourus notamment sur le plan économique-social et, d'autre part, proposer des redressements aux perspectives tracées antérieurement avant de prendre en compte les contractions et les changements causés par la pandémie actuelle.

Le présent papier se veut une lecture des études rétrospectives et prospectives de la situation économique actuelle dans le monde et en Algérie en mettant en relief l'impact de cette crise sanitaire. Il contient un exposé de notre analyse de la situation économique en Algérie pendant la crise sanitaire actuelle à travers d'abord un état des lieux des écrits les plus récents, à savoir, les rapports mondiaux⁵ et locaux⁶ des organismes les plus connus ainsi que les études effectuées par les économistes⁷ de renommée mondiale. Nous pensons qu'aucune étude portant sur l'analyse de l'évolution des activités des entreprises ne peut avoir lieu sans l'appréhender dans son contexte socio-économique. Nous faisons recours également aux résultats publiés par des organismes⁸ locaux ayant effectué des enquêtes de terrain portant sur la crise actuelle et son impact sur l'activité des entreprises algériennes. Le point sera consacré à la conclusion qui propose certaines

⁴ SIDA : Syndrome d'Immunodéficience Acquisée. Maladie causée par un effondrement des défenses immunitaires, ce qui favorise le développement de maladies dites « opportunistes ». On parle de SIDA dès qu'une personne, préalablement porteuse du VIH, a souffert d'au moins une première maladie « opportuniste ».

⁵ Comme organismes mondiaux, nous citons : le FMI, la banque mondiale, les études de l'OCDE, L'OMS.

⁶ Au niveau local, les statistiques utilisées sont davantage celles de l'Office Nationale des Statistiques ONS.

⁷ La plupart des citations sont celles des économistes ayant effectué des études empiriques sur plusieurs pays du monde et plus particulièrement les lauréats du prix Nobel.

⁸ Notamment l'enquête de La Confédération des Industries et des producteurs Algériens CIPA, Mai 2020, ainsi que l'enquête de *evidencia business academy*, Avril 2020.

mesures d'urgence pour atténuer la crise que traversent les entreprises algériennes, qui, sans mesures d'accompagnement, beaucoup d'entre elles ne survivront pas à cette situation inédite.

La crise sanitaire 2020 : quel impact sur la situation économique ?

Le processus de globalisation économique a avancé significativement depuis les deux dernières décennies du siècle précédent. Ce processus a provoqué de profondes transformations structurelles dans l'économie mondiale. En particulier, il a y eu des changements de pouvoir dans les pays les plus importants. Parmi l'ensemble des transformations, les éléments les plus évidents sont, d'une part, le maintien de niveaux élevés de pouvoir économique des États-Unis, même avec une certaine réduction de cette puissance après la crise de 2008, et, d'autre part, la montée de la Chine comme puissance économique (Pinto & Gonçalves, 2014).

Selon (OCDE, 2020a), les taux d'intégration de la chine dans l'économie mondiale de 2002 à 2019 ont été multipliés par (annexe 1) :

- 3 fois dans l'industrie mondiale ;
 - 2.5 fois dans le PIB mondial ;
 - 2.4 fois dans le commerce mondial ;
 - 4.3 fois dans le tourisme mondial ;
- 3 fois dans l'IDE mondial.

Par ailleurs, la Chine détient une part importante dans la demande mondiale de matière première. Cette dernière a connu une flagrante évolution de 2000 à 2018. Pendant cette période, la demande sur l'Aluminium, le plomb et le cuivre a été multipliée par 3. Celle du Nickel par plus de 8 fois pendant cette même période. La demande sur le pétrole brut a été doublée (annexe 2).

Au cours de la crise sanitaire actuelle, moins de six mois sont passés et le coronavirus (Sars-CoV-2) a déjà été la cause de souffrances humaines de plus de 5 690 182 cas confirmés et de plus de 355 575 décès (OMS, 2020). À cet effet, l'année 2020 a fatalement connu des perturbations économiques majeures.

La contraction de la production en Chine a eu des effets dans le monde entier, témoignant de l'importance croissante de la Chine dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et sur les marchés de produits de base.

Les perspectives de croissance demeurent très incertaines :

- En partant de l'hypothèse que le pic épidémique était celui en Chine au premier trimestre 2020 et que dans les autres pays, l'épidémie se révélera plus modérée et circonscrite, la croissance mondiale pourrait être inférieure d'environ ½ point de pourcentage cette année au chiffre attendu dans les Perspectives de novembre 2019 ;

- La croissance annuelle du PIB mondial devrait en conséquence baisser globalement à 2.4 % en 2020, en partant du chiffre déjà faible de 2.9 % enregistré en 2019, et elle pourrait même peut-être être négative à la fin de l'année 2020 ;

- Les perspectives pour la Chine ont été dégradées significativement, puisque la croissance passera en dessous de la barre de 5 % cette année ;

- Une épidémie plus durable et plus importante de coronavirus, qui se propagerait à la région Asie-Pacifique, l'Europe et l'Amérique du Nord, assombrirait considérablement l'horizon. Dans cette hypothèse, la croissance mondiale pourrait tomber à 1 ½ pour cent en 2020, la moitié du taux de croissance prévu avant la survenue de l'épidémie.

En Algérie, selon les données du Fonds Monétaire International, le produit intérieur brut réel (PIB) de l'Algérie devrait chuter de 5,2 % durant l'année 2020 ; avant de se redresser l'année prochaine, puisque le FMI prévoit une croissance économique, qui s'est fixé à 0,7 % en 2019 ; à hauteur de 6,2 % en 2021. Sur les deux années à venir, et selon les mêmes données, les indicateurs de notre pays sont hautement critiques (FMI, 2020).

Par ailleurs, les statistiques publiées par l'ONS en mois d'avril dernier ne peuvent être qu'alarmantes. L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une hausse de 1,2 % en mars 2020 par rapport au mois précédent, soit une variation plus importante que celle observée au même mois de l'année écoulée (+0,9 % en mars 2019 par rapport à février 2019). Cette tendance, qui intervient après deux baisses consécutives enregistrées au cours des mois précédents (respectivement -0,1 % et -0,6 %) est induite, essentiellement, par l'augmentation des prix des biens alimentaires (+2,5 %) (ONS, 2020).

Faut-il ajouter à cet exposé des éléments sur le contexte actuel vivent les acteurs institutionnels voir les organes de l'État. Ces derniers doivent avoir leur rôle à jouer dans la crise actuelle, notamment les collectivités locales qui sont les plus proches du citoyen. Les études menées sur ce sujet-là dénotent dans leur majorité des insuffisances telles que :

- Une dépendance totale en termes de financement qui se fait à travers des budgets de fonctionnement et d'investissement non intégrés ;

- L'absence d'un cadre de planification budgétaire pluriannuelle ;

- La Gestion des dépenses en fonction des moyens et non des résultats visés ;

- Des contrôles à priori qui vérifient la conformité de la dépense en occultant souvent son efficacité versus un contrôle à posteriori fait tardivement ;

- Une imputabilité des gestionnaires faible, voire inexistante ;

- Un système d'information peu performant (Utilisation d'outils informatiques limités et non intégrés) cela sous-entend que ces institutions sont très loin de la digitalisation.

Les acteurs institutionnels (l'État, collectivités locales, administrations...) ont leur rôle à jouer dans le développement local. Ce dernier peut se définir comme un processus utilisant les initiatives locales à l'échelle des collectivités comme moteur du développement économique. Il est considéré en tant qu'émanation du local inversement au national, à travers une propulsion ascendante, dont les acteurs se situent sur l'échelle de la sphère locale (Gouttebel, 2003). Il est une démarche impliquée des relations que tissent les acteurs dans la proximité. Cette démarche contribue à produire des marges de manœuvre nouvelles et permet d'expliquer que le territoire est le niveau pertinent pour la réflexion et l'action économique.

Le contexte socio-économique

L'Algérie est classée 53^{ème} au niveau mondial en termes du nombre de personnes infectées par le coronavirus (Sars-CoV-2) à plus de 8500 atteints (Statista, 2020). Cette pandémie a coïncidé avec une évolution défavorable des données démographiques.

En effet, au cours de l'année 2019, l'accroissement naturel annuel a atteint 837.000 personnes, avec un taux d'accroissement naturel de 1,93 %, continuant d'enregistrer la baisse enclenchée depuis 2017, avec un recul de 0,06 point par rapport à l'année 2018. Cette baisse est principalement due au recul du volume des naissances enregistrées au cours de l'année, mais aussi à l'augmentation du volume des décès.

Ce dernier n'est pas du tout normal notamment quand on voit que le taux de mortalité infantile⁹ en Algérie dépasse largement les 34 ‰ dans une Wilaya comme Oran deuxième ville universitaire et deuxième pôle économique important du pays. Bouyacoub, 2020 dénote même une stagnation de ce taux depuis 2014 à ce jour. Précisant que ce taux est très faible en Europe occidentale et au pays industrialisé atteignant moins de 3 ‰, comme à Cuba dont le système de santé est bien gouverné, ce taux enregistre 3,7 ‰, avant même le Canada qui affiche 4,30 ‰, pour l'année 2018.

S'agissant du pouvoir d'achat et du niveau des salaires en Algérie, les dernières études, notamment celles de l'Office national des statistiques, font état d'un salaire moyen qui ne dépasse pas les 41 000 DA (ONS, 2019). La dévaluation du dinar et la flambée des prix des produits de large consommation ont contribué à rendre difficile la mission de notre président et de son gouvernement qui, face à cette situation, a pris récemment des

⁹ Le taux de mortalité infantile (en ‰ : pour mille naissances vivantes) se définit selon l'office national des statistiques comme « le rapport des décès d'enfants de moins d'un an corrigé durant une année, aux naissances vivantes corrigées durant cette année ».

mesures à savoir la suppression de l'Impôt sur le revenu global (IRG) sur les faibles salaires (moins de 30 000 DA). Cette décision est loin d'être fortuite dans une époque où le monde entier revoit sa politique fiscale quant à son incidence sur les salaires. L'OCDE 2020b publie dans une étude spéciale le mois d'avril dernier l'impact des impôts sur les salaires. D'après cette étude, en 2019, c'est l'Italie qui a affiché le coin fiscal¹⁰ le plus élevé à 39.2 %. En Finlande, en Grèce, en Suède et en Turquie, les coins fiscaux se situaient entre 37 % et 38 %. La Nouvelle-Zélande a enregistré le coin fiscal le plus faible (3.5 %), suivie du Chili (7.0 %) et de la Suisse (9.9 %). Le coin fiscal en Algérie reste de très loin l'un des plus élevés qu'on sait que seules les charges sociales (patronales 26 % et ouvrières 9 %) représentent plus 35 % sans inclure les charges fiscales.

Mais ***comment les systèmes fiscaux influencent-ils le choix des formes d'emploi*** ? Dans la majorité des pays, une proportion croissante de travailleurs tire des revenus d'activités n'entrant pas dans le champ des relations classiques entre employeurs et salariés. Si cette tendance est perceptible depuis quelque temps déjà, portée par un grand nombre de facteurs (au nombre desquels l'évolution démographique, la réglementation du marché du travail, etc.), **les responsables de l'action publique devraient étudier dans quelle mesure les différences de traitement fiscal selon le type d'emploi peuvent également l'alimenter.**

Par ailleurs, nous ne pouvons pas traiter les aspects du pouvoir d'achat sans aborder le chômage. Cet agrégat semble ne pas avoir de l'importance auprès des instances de l'ONS, car les toutes dernières statistiques remontent à 2015 où la population en Chômage au sens du BIT, était estimée à 1 337 000 personnes, atteignant un taux de chômage de 11,2 % au niveau national, soit une hausse de 0,6 point par rapport à septembre 2014 ; réparti comme suit : 9,9 % auprès des hommes et 16,6 % auprès des femmes. Des disparités significatives sont observées selon l'âge, le niveau d'instruction et le diplôme obtenu. Le taux de chômage des jeunes (16-24 ans) atteint 29,9 % (ONS, Activité emploi et chômage en septembre 2015). Ces pourcentages ont dû prendre d'autres dimensions après 2015 et encore plus pendant la période du confinement imposé par le gouvernement depuis le 14 mars dernier.

Par rapport à l'impact de la pandémie sur le volet social, la Business Academy « EVIDENCIA » s'est intéressée à cet agrégat macroéconomique lors d'une enquête de terrain effectuée le mois d'avril dernier auprès de 250 dirigeants d'entreprises dans différents secteurs. Selon les chiffres de cette enquête, plus de 30 % des répondants affirment avoir fait recours au chômage

¹⁰ Le **coin** socialo-fiscal évalue le coût total d'un travailleur pour l'entreprise, par rapport au salaire net que reçoit ce salarié. Il se compose du **coin fiscal** (coût de la TVA et de l'impôt sur le revenu par rapport au salaire net) et du **coin social** (coût des cotisations sociales salariales et patronales).

technique durant cette période de confinement. Cependant 22 % ont licencié au moins la moitié de leur personnel après seulement les 2 premières semaines de confinement (Ferhane et Chaib, 2020).

L'impact sur l'activité d'exploitation des entreprises algérienne

Sur le plan prospectif, il est bien difficile de prédire ce que la crise du Covid-19 va engendrer comme changements profonds et durables dans le fonctionnement des entreprises et des organisations en Algérie, en Afrique et dans le monde.

En revanche, il est raisonnable de penser qu'une nouvelle ère de performances « sanitaire ment responsables » s'annonce dans leur gestion dont, d'ailleurs, on voyait poindre des prémices dès avant le début de la pandémie. La RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale) des entreprises en est un exemple pertinent. Ainsi, au travers de l'attrait de l'économie verte, les remises en cause socio-économique de certaines délocalisations, la croissance des produits-services biologiques et/ou éthiquement responsables, le boycott des déplacements en avion ou bien le succès du télétravail sont des illustrations vibrantes de ces changements comportementaux.

La crise de la Covid-19 et ses répercussions pourraient donc apparaître comme un catalyseur de ces tendances de fond, qui travaillent les sociétés industrielles depuis vingt ans. Le management, l'audit, la comptabilité, le contrôle et les recherches appliquées dans ces domaines ont accompagné ces orientations au travers leurs théories, leurs normes et leurs outils. La crise de la Covid-19 est ainsi une opportunité pour les enseignants-chercheurs et les praticiens réflexifs de ces domaines d'intensifier leur production de connaissances et de compétences en proposant de nouveaux concepts, outils et méthodes utiles aux prises de décisions dans ce nouvel environnement hautement incertain. Parmi les résultats des efforts des chercheurs en économie, nous citons une publication coordonnée Frimousse et Peretti (2020) exposant la contribution de plus de 155 enseignants-chercheurs, experts, consultants, dirigeants d'entreprise, DRH, responsables opérationnels et fonctionnels, résidant dans 16 pays repartis sur les 5 continents, en répondant à la question « Quelles pourraient être les répercussions durables de la crise sur le management ? ». Pour la majorité des répondants, « la crise constitue indéniablement un accélérateur des évolutions observées depuis une décennie et ce sont les entreprises les plus engagées dans leur transformation managériale et le développement de l'intelligence collective qui sont les mieux préparées pour rebondir. La crise sanitaire a obligé les organisations à développer de façon durable les *New Ways of Working* (NWOWs), des manières nouvelles de travailler dans un environnement de travail flexible et virtuel » (Frimousse et Peretti, 2020).

Les réponses à cette question étaient présentées sous forme de propositions d'issues de la crise. Pour ne citer que quelques réponses notamment celles des enseignants-chercheurs, Ferar, (2020) présente les caractéristiques d'un management responsable de la crise afin de mettre en relief l'importance de l'adaptation avec la conjoncture. La distanciation imposée par la crise sanitaire insiste sur l'importance du respect mutuel (Fessler, 2020). Pour Trividic (2020), il faut trouver de nouveaux cadres pour bâtir une sphère sociale dans laquelle chacun pourra réellement exister aux yeux des autres. Il ne s'agit plus de gestion, mais d'humanité et le management doit être à son service. En reprenant Dupuy, Scotto (2020) suggère de ne plus être *lost in management*. La refonte de la discipline est désormais indispensable. Il est probable donc « que nous assistions à l'émergence d'un nouveau territoire mental qui évaluerait - d'abord - la valeur d'un modèle de gouvernance à l'aune de sa capacité de résilience à un crash-test » (Zerbib, 2020). Par ailleurs, le confinement total imposé par la crise a fait envisager à Ait Razouk & Quemener (2020) et De Beaufort (2020) la généralisation durable des usages liés au travail à distance et le retour en grâce de la logique industrielle des entreprises¹¹. Dans le même sillage, Benabou (2020) évoque la transition du grand confinement à la grande cohabitation avec la Covid-19 au travail !

Ainsi, sur le plan prospectif, Belaid et Fehri Belaid (2020) décrivent le futur cercle vertueux de la prospérité ! En effet, « la crise, pousse vers une plus grande humanisation de la gestion et un développement économique et financier plus soucieux de la nature, du genre et de l'équité sociale » (Akanni, 2020). C'est l'ère de l'économie du commun et Baroni (2020) propose aux entreprises de se mettre vraiment au service de la société.

Par ailleurs, l'Algérie comme tous les pays du monde a connu également des répercussions de la crise sanitaire actuelle sur tous les domaines d'activité (industrie, commerce, services...). D'abord, faut-il rappeler que depuis presque trois décennies, un processus persistant de désindustrialisation, qui se poursuit aujourd'hui sans que rien ne semble pouvoir l'enrayer. En 2016, l'industrie, hors secteurs pétrolier et gazier, ne représentait que 5 % du PIB, contre 35 % à la fin des années 1980 (Bad, 2017). La désindustrialisation ne se limite pas au déclin de la part de l'industrie dans le PIB (Talahite, 2018).

Le retrait progressif de l'État du tissu économique, à partir de la loi portant autonomie des entreprises publiques promulguée en 1989, a fait que les entreprises privées représentent actuellement le pourcentage le plus important à plus 99 % du nombre total d'entreprises avec comme structure par secteur : 30.98 % dans la production, 36.52 % dans le commerce et 32.51 % dans les services (Belouti, 2018a). Par conséquent, il est à

¹¹ Effectivement, une enquête de nos enquêtes de terrain nous a montré que 30,16 % des entreprises ont basculé vers le travail à distance (Belouti et Ait Mokhtar, 2020).

préciser que la part de ce tissu privé dans le PIB est très faible ne représentant que 7.2 % des recettes globales, soit 92.8 % des recettes sont réalisées par le secteur des hydrocarbures (Belouti, 2018b).

La fragilité du tissu économique telle qu'elle est exposée ci-dessus a fait que la crise sanitaire actuelle soit plus fatale que dans une économie qui n'est pas dépendante des hydrocarbures. En effet, le confinement qu'a imposé la pandémie aux PME et au TPE voire même aux grandes entreprises et au tissu économique dans sa totalité a causé des perturbations impactant l'activité des différents opérateurs économiques. 36 % des entreprises prévoient une baisse de leur chiffre d'affaires de plus de 50 % pour l'année 2020 (Ferhane et Chaib, 2020). Cela a été l'aboutissement de plusieurs facteurs tels que la rupture d'approvisionnement, le gel des investissements et leur report à des dates difficile à définir. L'augmentation du besoin en fonds de roulement et la baisse de trésorerie ont empêché les entreprises à honorer leurs engagements notamment le paiement des salaires.

L'étude de l'impact de la crise sur le domaine des affaires en Algérie était également abordée dans plusieurs écrits et manifestations scientifiques notamment en ligne. Parmi elles, l'analyse des résultats d'une de nos enquêtes ayant comme objectif de recueillir et de traiter pendant la crise sanitaire du Coronavirus : des données chiffrées, des avis et des propositions de dirigeants de 305 entreprises (Belouti et Ait Mokhtar, 2020). L'objectif était de mettre en relief les effets directs de cette pandémie sur l'activité économique des entreprises. Il ressort de notre étude que 34.75 % seulement des entreprises étudiées déclarent être confiantes de surmonter les difficultés. Ce chiffre n'est pas du tout rassurant quand on voit que plus de 26.23 % n'ont pas trouvé de qualificatif à leur degré de confiance et que plus de 13.11 % renoncent déjà à leur survie (annexe 3).

Par ailleurs et selon les réponses obtenues de l'enquête en question, l'impact de la crise sur la situation financière des entreprises en Algérie était fatal. En effet, la baisse des ventes, le manque d'effectif, les problèmes d'approvisionnement ainsi que les autres difficultés jusque-là soulevées ont hypothéqué l'existence des entreprises étudiées durant les trois premiers mois de confinement. En effet, plus de 74,43 % des entreprises ont perdu plus de 25 % de leur chiffre d'affaires. Pis encore, plus de 57 % ont perdu plus de 50 % de leur seule source de recettes financières (annexe 4).

Malgré les quelques manœuvres entreprises par les opérateurs économiques étudiés, plus de 47 % de ces derniers pensent subir le risque de perdre plus de 50 % de leur chiffre d'affaires annuel de l'année encours si la crise perdure encore pendant le semestre prochain (annexe 5).

Il est à noter avec force que les perspectives pour la clôture du deuxième semestre 2020 sont tributaires de l'état d'avancement des mesures engagées par l'État algérien afin de faire face à la crise sanitaire actuelle. « Nous ne pouvons pas négliger le fait que nous sommes au milieu de l'année et que

cette période est connue dans un temps normal par une stagnation de plusieurs activités, car c'était toujours la période habituelle des congés » (Belouti et Ait Mokhtar, 2020). Dans le cas d'une amélioration sanitaire éventuelle, les entreprises se trouveront dans l'obligation de faire un effort énorme de sensibilisation de leurs personnels d'abord ainsi que de leurs partenaires afin de reprendre le cours normal des choses. Ce qui est sûr, c'est que ces entreprises ainsi averties devront se prendre en charge afin de se préparer à des situations de difficulté qui peuvent surgir dans l'avenir.

Conclusion et orientations pour faire face à la pandémie

Afin de faire face à cette crise, et à la lumière des projections déjà déclenchées et mises à jour au fur et à mesure par les centres de recherches et d'études ainsi que les organisations mondiales tels que le FMI, la banque mondiale et autres, la majorité des études s'accordent sur trois grands axes d'intervention : la santé, la bonne gouvernance et le développement local.

Ces axes ont été soulevés selon différents angles d'analyse et par différentes disciplines, à savoir : l'économie, la sociologie, la démographie, la géographie, l'anthropologie... Les orientations que nous allons citer représentent une sélection des plus pertinentes et des plus urgentes à notre point de vue :

1. La santé doit être placée au centre de toute politique de développement. Les gouvernements doivent prendre des mesures efficaces, en mobilisant des moyens suffisants, pour prévenir l'infection et la contagion, pour mettre en œuvre des politiques ciblées pour soutenir les systèmes et les personnels de santé.

2. L'indicateur de développement dans ce domaine est bien le taux de mortalité infantile comme le soulignent la plupart des grands économistes qui se sont intéressés à la question de la mesure des progrès économiques et sociaux réalisés par un pays, comme J. Stiglitz et A. Sen (tous deux prix Nobel d'économie). Le taux de mortalité infantile est un indicateur de la santé d'une population et, à ce titre, c'est un indicateur de développement humain, qui doit figurer, en tête de liste dans le tableau de bord de la gouvernance locale (Bouyacoub, 2020).

3. Un indicateur de santé peut avoir de multiples usages : un usage bureaucratique, lorsque l'indicateur est pris comme objet de l'activité à part entière, et que les actions qui y sont associées sont perçues comme n'ayant pas de répercussion sur la qualité des soins ; ou bien un usage intégré à l'activité hospitalière, lorsque l'indicateur est interprété collectivement et qu'il sert les objectifs propres des professionnels (Bérard, Gloanec, et Minvielle, 2009).

4. Nous préconisons l'élaboration d'un système d'information moyennant de tableaux de bords construits davantage par des indicateurs de pilotage et renseignés en information par les centres locaux de la santé. Ces derniers

méritent d'être multipliés et restructurés afin de faire de la proximité un moyen à la fois de maîtrise et de gouvernance. Territorialiser la santé avec des mécanismes évolutifs de gouvernance doit être une des missions du gouvernement actuel.

5. Mettre en valeur des domaines de compétence dont la nécessité a été prouvée lors de la crise actuelle, à savoir : la gouvernance des catastrophes, management de crise, éducation sanitaire... en les intégrant aux programmes des études supérieures et de formation professionnelle. Par conséquent, la formation des cadres des institutions de l'État dans ces domaines-là est plus qu'urgente.

6. Développer la stratégie de l'État en intégrant la solidarité et le libéralisme au sein de différents domaines fondamentaux du développement, tels que la santé, l'éducation, ou le numérique. Telle est la vision contemporaine du développement comme le soulignent Elinor Ostrom et Oliver Williamson (Prix Nobel d'économie 2009) dans leurs travaux portant sur la gouvernance économique. Leurs études portent essentiellement sur l'utilisation raisonnée des ressources par les collectivités et les institutions publiques, plutôt que sur la gestion de ces questions dans l'entreprise.

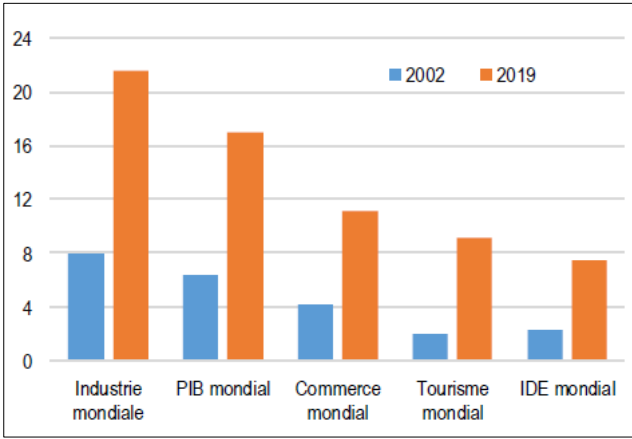
7. Il y a également les travaux de Jean Tirole et son ouvrage « L'économie du bien commun » (Prix Nobel d'économie 2014). Ou encore les travaux de Esther Duflo, Abhijit Banerjee et Michael Kremer portant sur le développement humain, la santé, l'éducation et la lutte contre la pauvreté (les trois ensemble prix Nobel d'économie 2019).

8. Il est indispensable d'évaluer et de réévaluer les systèmes fiscaux afin de s'assurer que la politique fiscale est en phase avec les évolutions survenant sur le marché du travail.

9. Repenser le lien entre la décentralisation et le développement local. Ce dernier tarde à connaître les effets favorables malgré la politique d'autonomie que promulgue la loi organique relative aux lois de finances LOLF N° 18-15 du 02 septembre 2018. Cette dernière est porteuse d'une culture de performance basée sur la modernisation de l'État qui est censé être un État décentralisateur grâce au chantier déjà entamé portant réforme des collectivités locales. Nous trouvons cette loi assez complète pour un début de changement, car elle contient non seulement un cadre juridique que traduit le code de la commune et de la wilaya, mais aussi un projet de normalisation comptable des organisations publique IPSAS.

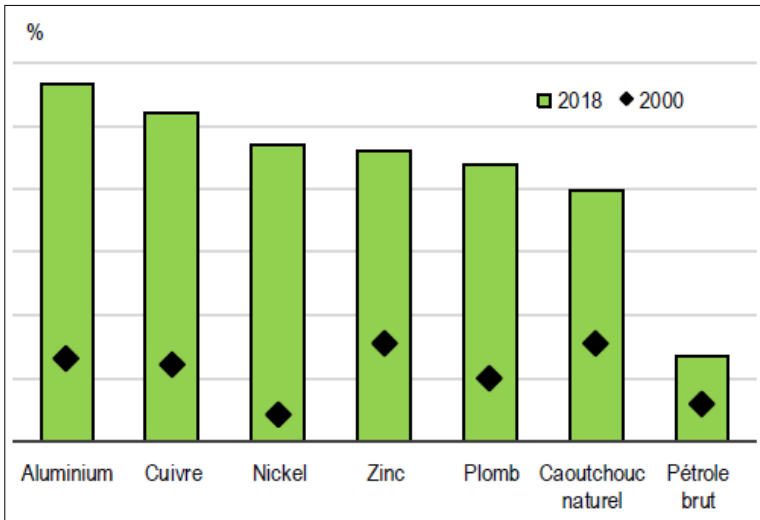
10. Nous terminons notre conclusion par l'importance de l'ubérisation de la société. Dans les pays développés, aucun secteur économique n'a échappé à cette tendance de fond : les transports, les transports (les taxis, le covoiturage, mais aussi l'arrivée de la voiture électrique et bientôt autonome), l'hôtellerie, les services financiers, les services à la personne, la restauration, la publicité. La crise sanitaire actuelle a accordé à ce phénomène les études à distance, le télétravail.

Annexes



Annexe 1 : La part de la Chine dans l'économie mondiale en %

Source : OCDE 2020 Mars Coronavirus Economie mondiale menacée



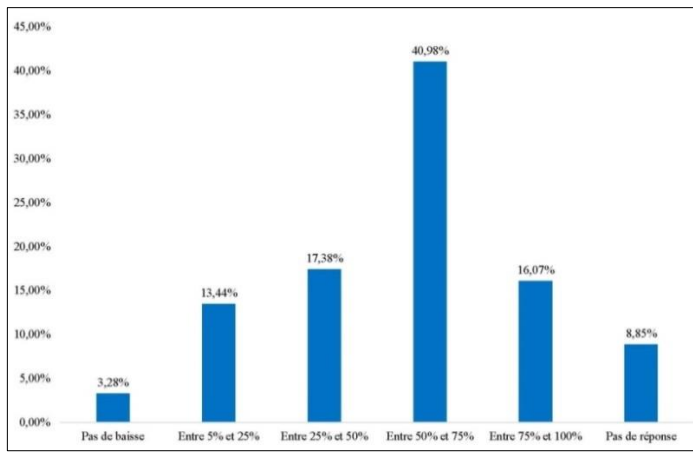
Annexe 2 : Part de la chine dans la demande mondiale de matière première

Source : OCDE 2020 Mars Coronavirus Economie mondiale menacée

	Nbr	%
Très confiant de survivre	106	34.75 %
Confiant de survivre à la crise	30	9.84 %
Survivre peut-être à la crise	49	16.07 %
Mon entreprise ne survivra pas	40	13.11 %
Pas de réponse	80	26.23 %
Total	305	100.00 %

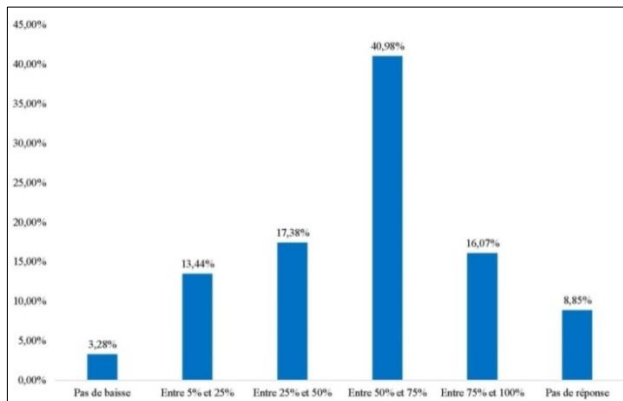
Annexe 3 : Degré de confiance quant à la survie de l'entreprise en %

Source : Belouti, N. et Ait Mokhtar, O. (2020)



Annexe 4 : La baisse de CA enregistrée en trois mois de crise (mars à mai) en %

Source : Belouti, N. et Ait Mokhtar, O. (2020)



Annexe 5 : La baisse probable du CA à la fin 2020 en %

Source : Belouti, N. et Ait Mokhtar, O. (2020)

Bibliographie

Ait Razouk, A., & Quemener, Y. (2020). Crise de la Covid-19 : opportunités d'innovation. Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti, *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243, 164.

Akanni, A. (2020). Il faudra être vertueux. Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti (2020). *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243, 164.

Banque africaine de développement (2017). *Rapport sur les perspectives économiques en Afrique*. BAD, OCDE, PNUD.

Baroni, M. (2020). Et si les entreprises se mettaient vraiment au service de la société ? Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti, *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243, 168.

Belaid, S., & Fehri Belaid, D. (2020). Après la pandémie, le cercle vertueux de la prospérité ! Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti, *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243, 169.

Belouti, N. (2018a, Décembre). Étude de l'évolution du taux de mortalité des entités économiques de la Wilaya d'Oran de 2006 à 2016 : quel impact sur le tissu économique ? *Revue Marocaine de l'audit et du développement* (47).

Belouti, N. (2018b, Avril). L'organisation et le management de la fonction achat des PME de la wilaya d'Oran : qui décide des achats ? *Publications de la FSJES* (04), 247-266.

Belouti, N., & Ait Mokhtar, O. (2020). La crise sanitaire 2020 : Quel impact sur la dynamique des affaires en Algérie ? (M.-B. Université Oran 2, Éd.) *Revue Algérienne d'Economie de gestion*, 15(2).

Benabou, D. (2020). Du grand confinement à la grande cohabitation avec Covid-19 au travail ! Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti, *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243, 170.

Berard, É., Gloanec, M., & Minvielle, É. (2009). Usages des indicateurs de qualité en établissement de santé. *Journal d'économie médicale*, 27(1), 5-20.

Borrell, J. (2020). Covid-19 : le monde d'après est déjà là.... *Revue Politique étrangère_COVID-19 choc sanitaire et géopolitique_2020_2*(2 été), 9-23.

Bouyacoub, A. (2020, Mai 21). La wilaya d'Oran : le taux de mortalité infantile le plus élevé d'Algérie en 2019 ? *Le quotidien*, 09.

De Beaufort, V. (2020). Et si les entreprises se mettaient vraiment au service de la société ? Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti, *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243, 168.

Ferar, D. (2020). Le management responsable de la crise sanitaire. Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti, *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243, 191.

Ferhane, F., & Chaib, A. (2020, Avril). *Impact économique du Coronavirus sur l'économie algérienne*. Oran : Evidencia Business Academy.

Fessler, J.-M. (2020). Le respect... mutuel. Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti, *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243, 192.

Fonds Monétaire International (2020). *Perspectives de l'économie mondiale*. Paris : FMI.

Frimousse, S., & Peretti, J.-M. (2020). Les répercussions durables de la crise sur le management. *Question(s) de management*, 2(28), 59-243.

Gouttebel, J.-Y. (2003). *Stratégie de développement territorial*. Paris : Economica.

Organisation de coopération et de développement économiques (2020a, mars). Coronavirus Economie mondiale menacée. Perspectives économiques de l'OCDE, *Rapport intermédiaire*. Paris : OCDE.

Organisation de coopération et de développement économiques (2020b). *L'influence des systèmes fiscaux sur le choix de la forme d'emploi. Les impôts sur les salaires 2018-2019*. Paris : ONS.

Organisation Mondiale de la Santé. (2020, mai 28). Données et analyses pour les objectifs de développement durables relatifs à la santé. (L. m. santé, Éditeur) Récupéré sur le site https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uac=t=8&ved=2ahUKewiovcaFotbpAhU7AGMBHWqoCmkQFjAMegQICxAB&url=https%3A%2F%2Fwww.who.int%2Fgho%2Ffr%2F&usg=AOvVaw0UH80YM4_Ws4b7rqjKe_7I

Office Nationale des Statistiques (2015). *Activité emploi et chômage en septembre*. ONS.

Office Nationale des Statistiques (2019). *Démographie Algérienne*. Alger : Office Nationale des Statistiques, 890.

Office Nationale des Statistiques (2020, Avril). Indice des prix à la consommation Mars 2020. *Statistiques de l'ONS*, 8.

Pinto, E., & Gonçalves, R. (2014). Les transformations mondiales et le nouveau rôle de la Chine dans Revue Tiers Monde, *Revue Tiers Monde*, 3(219).

Sardon, J.-P. (2020). De la longue histoire des épidémies au Covid-19. *Les analyses de Population & Avenir*, 5(26), 1-18.

Scotto, M.-J. (2020). Après la crise : manager comme avant ? Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti, *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243.

Statista. (2020, Mai 28). Nombre de personnes infectées par le coronavirus (Covid-19) dans le monde au 26 mai 2020, selon le pays. Récupéré sur www.Statista.com et sur le site <https://fr.statista.com/statistiques/1091585/morts-infections-coronavirus-monde/>

Talahite, F. (2018). Industrialisation de l'Algérie : l'obstacle des droits de propriété. *Afrique contemporaine*, 2(266), 131-150.

Trividic, G. (2020). La crise sanitaire : catalyseur de changements managériaux ? Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti, *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243.

Zerbib, R. (2020). Organisations post-covid, vers une priorité de la résilience ? Dans S. Frimousse & J.-M. Peretti. *Les répercussions durables de la crise sur le management. Question(s) de management*, 2(28), 159-243.